

Les convulsions géopolitiques Franco-Russes en Afrique subsaharienne

Convulsões geopolíticas franco-russas na África Subsaariana

Tchetchoua Tchoconte Severin¹

RÉSUMÉ

Le retour de la Russie en Afrique subsaharienne renseigne sur les ambitions géopolitiques et géoéconomiques qui le portent, il est l'expression la plus aboutie du fait que la Russie s'imagine un destin africain, dans un environnement stratégique longtemps contrôlé par Paris. Il est révélateur du désir de Moscou contester les positions dominantes de la France, en suscitant une importante reconfiguration des rapports de force dans cette partie du continent africain. En effet, à la suite des offensives américaine et chinoise, l'offensive russe représente une menace à la préservation des intérêts de la France, comme en témoigne les cas malien et centrafricain. La riposte de la France à ces assauts de la Russie est proportionnelle à sa détermination à maintenir la mainmise sur ces pays stratégiquement « utiles » et à « punir », mieux à dissuader les responsables politiques africains sensibles à la cour assidue de Moscou ou des autres puissances concurrentes.

Mots clés: Convulsions, Géopolitiques, France, Russie, Afrique subsaharienne.

RESUMO

O retorno da Rússia à África Subsaariana fornece informações sobre as ambições geopolíticas e geoeconômicas que a carregam, é a expressão mais bem-sucedida do fato de que a Rússia imagina um destino africano, em um ambiente estratégico há muito controlado por Paris. É indicativo do desejo de Moscou de desafiar as posições dominantes da França, causando uma grande reconfiguração do equilíbrio de poder nesta parte do continente africano. De fato, após as ofensivas americana e chinesa, a ofensiva russa representa uma ameaça à preservação dos interesses da França, como evidenciam os casos do Mali e da África Central. A resposta da França a esses ataques da Rússia é proporcional à sua determinação em manter o controle sobre esses países estrategicamente "úteis" e "punir", melhor para dissuadir os líderes políticos africanos sensíveis à diligente corte de Moscou ou outras potências concorrentes.

Palavras-chave: Convulsões, Geopolítica, França, Rússia, África Subsaariana.

¹ Enseignant de Science Politique à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Maroua. Rédacteur en chef de la revue Dialectique des Intelligences. Chercheur au Centre Africain d'Etudes Stratégiques pour la promotion de la Paix et du Développement (CAPED). Directeur exécutif du Réseau Africain d'Intelligence Stratégique (RAIS). Tel : 237 675 02 90 85/698 40 39 58 Tchokonteseverin@gmail.com

Introduction

Prise dans le cercle hostile que l'OTAN referme chaque jour un peu plus sur elle, la Russie a décidé de briser son isolement en nouant des partenariats avec des pays qui lui permettront à terme à enfermer ceux qui l'encerclent. Après le désengagement de Moscou en Afrique, provoqué par l'éclatement de l'Union Soviétique en décembre 1991, conscientes des pertes stratégiques dues à leur retrait de la région, les autorités russes ont entrepris une réévaluation de leur politique africaine². Motivée par le désir de revêtir les attributs de puissance globale, la Russie s'engage sur le théâtre africain avec l'intention d'y contester l'hégémonie occidentale³. L'offensive qu'elle mène en Afrique s'inspire autant de l'héritage soviétique que d'une philosophie de la puissance fondée sur le contrôle des pivots géopolitiques. En effet, depuis 2014, la Russie a significativement accru son engagement en Afrique, se joignant à la course aux marchés locaux et aux opportunités offertes par un continent en pleine mutation. Pour atteindre ses objectifs géoéconomiques et géopolitiques, Moscou s'appuie principalement sur la coopération militaro-technique et sur « l'exportation de la sécurité »⁴, deux domaines qui constituent ses principaux avantages concurrentiels. Outre les activités légales telles que les ventes d'armes, il fait également recours à des outils illégaux, tels que les Sociétés Militaires Privées (SMP).

Le retour de la Russie en Afrique appelle, une fois de plus, Paris à s'accoutumer à une rude concurrence économique dans sa sphère d'influence africaine que les Etats-Unis avaient initié au début des années 1990⁵. Face à la rude concurrence à laquelle elle est désormais confrontée, la France oppose une rare détermination dans la défense et la préservation de ses intérêts stratégiques⁶. Engagée dans la compétition de puissance économique⁷ mondiale, la France fait du contrôle des matières premières stratégiques africaines un enjeu stratégique majeur. Cette posture française visant à maintenir, par tous les moyens, une tutelle

² TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), « Le retour de la Russie et la reconfiguration du jeu de puissance en Afrique centrale », **Revue Dialectique des Intelligences**, N°6, Premier Semestre 2019.

³ NOAH NOAH (F), « La Russie dans le « Grand jeu » en Afrique Centrale: entre continuités et ruptures stratégiques », **Revue Dialectique des Intelligences**, N°6, Premier Semestre 2019, p. 28.

⁴ SERGEY SUKHANKIN, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne: atouts, limites, conséquences », **Russie.Nei.visions**, N°120, Ifri, septembre 2020.

⁵ PEAN (P), **Carnages: les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique**, Paris, L'Harmattan, 2011.

⁶ BORREL (T), AMZAT BOUKARI YABARA, COLLOMBA (B) et DENTOMBE (T) (Dir.), **L'empire qui ne veut pas mourir, une histoire de la francAfrique. Guerres, pillages, racisme, coups d'Etat, corruption, assassinats**, Paris, Seuil, 2021, 1008P.

⁷ PAILLARD (C.A), **Les nouvelles guerres économiques**, 2011, Paris, Ophrys, 633P.

anachronique⁸ sur ses colonies s'accompagne d'une détermination particulière à éloigner tout potentiel concurrent de sa sphère d'influence africaine. Les ressources naturelles des pays d'Afrique subsaharienne, jusque-là gérées comme des réserves stratégiques françaises sont en effet désormais au cœur d'une concurrence féroce entre les puissances traditionnelles et les nations émergentes, dont les besoins en matières premières stratégiques paraissent illimités⁹. Pourtant, loin de traduire l'existence d'abondantes réserves, le regain d'intérêt que suscitent les ressources naturelles africaines, dévoile simplement l'incapacité des pays du continent à mettre ces ressources stratégiques au service de leur propre développement. Il est avant tout le résultat du réexamen de la politique énergétique des principales puissances actives sur le continent¹⁰.

Aussi, les luttes de puissances ou les convulsions géopolitiques franco-russes en Afrique subsaharienne s'observent-elles, entre autres, à travers l'offensive de la Russie en République Centrafricaine et au Mali (I) et la riposte stratégique de la France qui n'entend pas rester impassible à la prolifération du « péril russe » dans sa « zone d'influence naturelle » (II).

L'offensive russe en République Centrafricaine et au Mali: entre construction d'une nouvelle politique africaine et encerclement de la France

La rare détermination avec laquelle la Russie perturbe les positions dominantes de la France, participe activement à l'exploitation des matières premières stratégiques et contrôle certains des espaces pivots d'Afrique subsaharienne est l'expression de l'importante reconfiguration du jeu de puissance qui se déroule dans cet

87

⁸ En dépit des indépendances formelles octroyées en cascade aux pays africains en 1960, la France maintient sur ces derniers une tutelle politique anachronique, informelle. Les indépendances, réclamées par des peuples colonisés avides de liberté puis octroyées par une métropole soucieuse de rénover ses dispositifs impériaux pour mieux les perpétuer, jouent un rôle crucial dans cette transition du colonialisme direct vers ce que l'on a coutume d'appeler le néocolonialisme, que le président ghanéen Kwame Nkrumah, voisin et rival de Félix Houphouët-Boigny, décrivait comme « la pire forme de l'impérialisme ». En rendant formellement aux colonies leur « souveraineté internationale », tout en la vidant en grande partie de son contenu, et en s'assurant que la présidence des nouveaux États revienne à des dirigeants soigneusement sélectionnés et strictement encadrés, l'ancienne métropole fait d'une pierre deux coups : elle se déleste de ses « charges » coloniales, pour parler comme de Gaulle, et dissimule la perpétuation des mécanismes impériaux derrière une façade « autochtone ». La décolonisation de l'ex-Afrique française ressemble finalement à une grande illusion. Voir, BORREL (T), AMZAT BOUKARI YABARA, COLLOMBA (B) et DEMENTOMBE (T) (Dir.), **L'empire qui ne veut pas mourir, une histoire de la francafrique. Guerres, pillages, racisme, coups d'Etat, corruption, assassinats**, Op. Cit. p. 1-17.

⁹ SIGNE (L) et TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), « La dynamique chinoise au Soudan et au Soudan du Sud : entre certitudes et incertitudes », **Cosmopolis**, 2015/3-4, PP. 168-181.

¹⁰ FOGUE TEDOM (A), « Le mythe de la marginalisation stratégique de l'Afrique : analyse de la dynamique américaine et chinoise autour du pétrole africain », in KAMTO (M) (Dir.), **L'Afrique dans un monde en mutation : dynamiques internes ; marginalisation internationale ?**, Paris, Afrédis, 2010, PP.255-291.

environnement géopolitique hautement stratégique¹¹. A la suite des Etats-Unis et de la Chine qui, depuis le début des années 1990, contestent la tutelle anachronique de la France sur ses anciennes colonies africaines et le monopole de ses entreprises, la Russie déploie une offensive globale et multiforme qui participe à effriter l'hégémonie française. Cet encerclement de la France par la Russie s'observe, entre autres, en République Centrafricaine (A) et au Mali (B).

A- La République Centrafricaine¹² : tête de pont du retour de la Russie en Afrique

Au-delà de son désir de perturber durablement le monopole des entreprises françaises et de contrôler cet espace pivot susceptible de l'aider à se projeter sur divers théâtres africains, les matières premières stratégiques centrafricaines constituent l'enjeu stratégique majeur de l'offensive russe¹³. Tête de pont de l'offensive russe en Afrique, la République Centrafricaine est un important « glacis géostratégique » dans la « nouvelle guerre froide » entre Paris et Moscou en Afrique. L'effritement¹⁴ progressif de la relation entre la France et la République Centrafricaine du, entre autres, à la brouille entre Paris et le régime de François Bozize, au sujet du refus de ce dernier de confier l'exploitation de l'uranium centrafricain à la firme française Areva a suscité une importante reconfiguration du jeu de puissance dans ce pays. La perte progressive de l'influence française en Centrafrique a favorisé l'entrée en scène de la Russie, considérée par les autorités centrafricaines comme étant un important « partenaire de substitution ». C'est du moins ce que semble affirmer Thomas Dietrich lorsqu'il déclare:

Depuis le déclenchement de la crise en 2012, la France joue toujours un rôle très controversé en République centrafricaine. Brouillé avec l'ancien président François Bozize en raison de l'hésitation de ce dernier à confier l'exploitation de l'uranium centrafricain à Areva, l'Elysée a donné sa bénédiction à son renversement¹⁵.

Ancien premier ministre de Bozize, le président Faustin Archange Touadera semble avoir tiré les leçons de la relation cocasse entre Paris et le régime de Bozize,

¹¹ JOUVE (A), « Russie: quelle stratégie en Afrique subsaharienne ? », 21 novembre 2020, www.rfi.fr, consulté le 23 novembre 2021.

¹² OUMAROU WALI, « La fin de la guerre froide et la reconfiguration du jeu de puissance en Afrique », Université de Maroua, thèse de doctorat Phd en Science Politique, 2021, P.P. 82-84, en voie de soutenance. TCHETCHOUA TCHOKONTE (S) et NOAH NOAH (F), **Géostratégie de la démocratie et gouvernance des industries extractives en Afrique subsaharienne**, Paris, L'Harmattan, 2021, 252P.

¹³ CHAUVIN (E), LALLAU (B) et MAGRIN (G), « Le contrôle des ressources dans une guerre civile régionalisée (Centrafrique). Une dynamique de décentralisation par les armes », **Les Cahiers d'Outre-Mer**, 2015/4 (n° 272), pages 467 à 479.

¹⁴ VIRCOULON (T), « A la recherche de la paix en Centrafrique. Médiations communautaires, religieuses et politiques », Notes de l'Ifri, Ifri, juin 2017.

¹⁵ DIETRICH (T), « En Centrafrique, un parfum de guerre froide », 14 Juillet 2018, www.lopinion.fr, consulté le 04 Juillet 2020.

qui a conduit à la chute de ce dernier. C'est ce qui expliquerait le choix de ce dernier de diversifier ses partenaires, mieux de nouer une relation privilégiée avec Moscou. Le régime de Touadera a compris que la France n'a ni les moyens ni la volonté de l'aider à rétablir la souveraineté de l'Etat centrafricain détruite par plusieurs années d'une (interminable ?) guerre civile. Par le truchement de l'opération Barkhane, les faucons de l'hôtel de Brienne concentrent désormais tous leurs efforts sur le Sahel et la lutte contre le terrorisme islamiste, quitte à s'allier avec des Présidents autoritaires comme Idriss Deby au Tchad ou Mohamed Ould Abdelaziz en Mauritanie. Raison pour laquelle le pouvoir en place à Bangui a entrepris de diversifier ses partenaires. C'est ce qui pourrait expliquer la rencontre entre le Président Touadera et le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov en octobre 2017 à Sotchi. Cette rencontre entre les responsables politiques russes et centrafricains a servi de catalyseur à l'intensification des relations diplomatiques et militaires entre les deux pays. A l'issue de cette rencontre, des armes ont été livrées pour aider à la restructuration des FACA (Forces Armées Centre Africaines). Des mercenaires, appartenant à des sociétés militaires privées dont la firme Wagner, ont débarqué à Bangui, sous prétexte de former les soldats centrafricains. Pour François Christophe,

De la formation des forces armées centrafricaines à la protection présidentielle, en passant par de mystérieux pourparlers avec les multiples milices armées qui se disputent l'accès aux ressources minières et diamantifères du pays, l'engagement protéiforme de la Russie révèle une ambition non dissimulée¹⁶.

89

La Centrafrique apparaît en effet comme le symbole du retour de la Russie dans le « Grand Jeu » en Afrique Centrale. Miné par une instabilité politique chronique, le pays est occupé, en partie, par des milices qui contrôlent plus de 80% du territoire et, par le fait même, le circuit de production de certaines ressources¹⁷. Cet état de quasi-faillite a favorisé la percée de la Russie qui a su profiter de l'échec de la MINUSCA et du départ des troupes de la force SANGARIS en 2016. Depuis lors, elle entretient des relations privilégiées avec le régime centrafricain, comme en témoignent la signature d'un accord de défense et l'envoi de 175 conseillers militaires russes dans le pays. La relation étroite entre la coopération sécuritaire et l'exploitation des ressources minières, dans le cas spécifique de la RCA, mérite d'être précisée. Si elle est coutumière du fait géopolitique en Afrique, cette « contiguïté opérationnelle » reste cohérente avec la stratégie russe qui consiste à gagner plus avec peu de moyens. La pleine conscience de la modestie de l'infrastructure géopolitique russe sur place oblige à une gestion rationnelle des moyens disponibles. Il demeure que l'exploitation des ressources par des compagnies proches de l'armée reste une stratégie ad hoc dictée par le contexte sécuritaire du pays. Ce soutien militaire russe au régime de Touadera

¹⁶François Christophe, « La crise centrafricaine, révélateur des nouvelles ambitions de la Russie », 31 Aout 2018, www.boulevard-exterieur.com, consulté le 04 Juillet 2019.

¹⁷NOAH NOAH (F), « La Russie dans le « Grand jeu » en Afrique Centrale : entre continuités et ruptures stratégiques », Op.Cit.

permet à Moscou de mettre le cap sur l'or et le diamant centrafricains. Arrivés en fanfare à Bangui pour former l'armée centrafricaine, les Russes s'adonnent plus discrètement à l'extraction minière¹⁸. Actrice majeure du jeu de puissance internationale, engagée dans la lutte pour le leadership mondial, la Russie de l'aide humanitaire et de la reconstruction de l'économie centrafricaine les prétextes de l'intensification de ses relations avec le régime Touadera. Analysant les enjeux de l'intensification des relations entre Moscou et Bangui, Laurent Larcher affirme :

Ils ont déjà ouvert deux bases dans le nord-est du pays, dans la zone diamantaire: à Bria et à Ouata. Sous le prétexte d'apporter de l'aide humanitaire, ils y ont installé une poignée de militaires qui ont pris contact avec les collecteurs de diamants (...). À Bangui, le nom de la société minière russe Lobaye Invest Sarlu est sur toutes les lèvres. Elle a déjà obtenu des permis d'exploitation du côté de Pama, et d'Yawa. Son gérant, Evgenil Khodotov, serait l'homme lige d'Evgueni PRIGOZHIN, un proche du président Poutine, propriétaire de la société Wagner¹⁹.

En décembre 2017, à la demande de la Russie, le Conseil de sécurité a autorisé Moscou, par la Résolution 2127²⁰ à envoyer des armes et des instructeurs militaires en République Centrafricaine. Ces derniers sont arrivés dans le pays en fin janvier 2018. La présence militaire russe a été considérablement renforcée après la nomination de Valéri Zakharov (un ancien des services de renseignement russes) au poste de conseiller du président Touadera en charge de la sécurité nationale et chef des instructeurs militaires russes. Bien plus, la coopération sécuritaire entre Bangui et Moscou a atteint son apogée en janvier 2019, lorsque la ministre Centrafricaine de la défense, Marie-Noëlle Koyara a évoqué la possibilité d'installer une base militaire²¹ russe dans le pays.

Souvent considéré sous le prisme de la géoéconomie, l'engagement de la Russie en République Centrafricaine pourrait être motivé par d'autres calculs. En effet, compte tenu de sa situation géographique, la République Centrafricaine pourrait être considérée comme un pont vers d'autres parties de l'Afrique, plus attrayantes sur le plan économique. Cette idée a été exposée par un haut responsable des Nations-Unies en charge des questions sécuritaires qui affirme que « les russes veulent s'implanter en république centrafricaine afin de disposer d'un axe d'influence à travers le Soudan au nord et vers l'Angola au sud »²². Le choix de la république Centrafricaine par la Russie a donc dû être motivé par des objectifs géopolitiques, parmi lesquels celui de

¹⁸ « Moscou met le cap sur l'or et les diamants », 18 Juillet 2018, www.africaintelligence.fr, consulté le 04 Juillet 2020.

¹⁹ LARCHER (L), « Centrafrique, main basse de Moscou », 04 Octobre 2018, www.la-croix.com, consulté le 04 Juillet 2020.

²⁰ SERGEY SUKHANKIN, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences », **Russie.Nei.visions**, N°120, Ifri, septembre 2020.

²¹ Ibid.

²² LOSH (J) et MATHEWS (O), « Battle for Africa : Russia pushes into « Free Country for the Taking » in attempt to Rival the West », *Newsweek*, 09 août 2018, www.newsweek.com, consulté le 22 novembre 2021.

défier la France qui, selon Moscou, perd du terrain en Afrique. Si la ministre française des armées Florence Parly a positivement jugé les efforts fournis par la Russie, les conservateurs russes, parmi lesquels figure Viatcheslav Tetekine, membre du comité de défense de la Douma, affirment que « la Russie a de facto exclu la France du jeu centrafricain (...) »²³.

B- L'offensive de la Russie au Mali

Le Mali constitue, à plusieurs égards, un des principaux théâtres de la guerre secrète²⁴ que se livrent la France et la Russie pour le contrôle de l'Afrique. Les positions dominantes de la France sont plus que jamais contestées par les nouvelles autorités maliennes, soutenues par la Russie qui, malgré les récriminations²⁵ d'une communauté internationale acquise à la cause de la France, accroît considérablement son influence dans ce pays. Les mises en scène du raffermissement des relations entre la Russie et le Mali n'en finissent pas et s'inscrivent à l'opposé du bras de fer qui oppose les nouvelles autorités maliennes à la France. L'éventualité d'un rapprochement entre Bamako et Moscou est d'autant plus prise au sérieux que les putschistes maliens se sont toujours montrés sensibles aux sirènes russes. Sur cette lancée, le ministre de la Défense malien, le colonel Sadio Camara, s'est rendu en Russie le 4 septembre 2021. Les divergences sur un renversement des alliances du Mali, au profit de Moscou, auraient été l'une des causes du second coup de force des colonels maliens, qui avaient évincé le gouvernement civil de transition en mai 2021²⁶. Bien plus, le 11 Novembre 2021, Serguei Lavrov et Abdoulaye Diop, respectivement chefs de diplomatie russe et malienne, ont réaffirmé, à Moscou, leur volonté de poursuivre le partenariat militaire entre les deux pays, arguant d'un risque terroriste renforcé par le retrait partiel des troupes françaises²⁷. Les autorités maliennes continuent d'agiter le « chiffon rouge » Wagner, tandis que le discours de la France se veut plus ferme que jamais. En effet, depuis l'annonce faite par le président français Emmanuel Macron le 10 juin 2021 de la transformation de l'opération Barkhane, qui devrait se traduire par la réduction du nombre de soldats-qui passerait de 5100 à 3000 soldats et la fermeture de trois des cinq bases françaises au nord du Mali (Tessalit,

²³ VIATCHESLAV TETEKINE, « une chasse en RCA: l'Afrique attend la Russie et ses bases militaires », 16 janvier 2019, www.vpk-news.ru, consulté le 22 novembre 2021.

²⁴ PEAN (P), **Carnages : les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique**, Paris, L'Harmattan, 2011, 562P.

²⁵ Les Etats-Unis, l'Allemagne et l'ONU ont tour à tour mis en garde les militaires au pouvoir à Bamako contre une telle collaboration. A les entendre, l'arrivée de mercenaires russes – le chiffre d'un millier a été articulé – mettrait en péril l'engagement des Occidentaux contre les djihadistes qui contrôlent de facto une grande partie du territoire malien. Voir, PETITE (S), « Wagner, un épouvantail russe au Sahel », 21 septembre 2021, www.letemps.ch, consulté le 24 novembre 2021.

²⁶ Ibid.

²⁷ FORSON (V), « Mali : « La facture de l'opération avec Wagner sera forcément très élevée », 15 novembre 2021, www.lepoint.fr, consulté le 24 novembre 2021.

Tombouctou et Kidal), les relations entre la France et les nouvelles autorités maliennes se sont fortement dégradées.

C'est du moins la raison pour laquelle le premier ministre malien, chef du gouvernement de transition, Choguel Maiga affirmait, le 25 septembre 2021, devant la tribune des Nations-Unies

la nouvelle situation née de la fin de l'opération « Bakhane », plaçant le Mali devant le fait accompli et l'exposant à une espèce d'abandon en plein vol, nous conduit à explorer les voies et moyens pour mieux assurer la sécurité de manière autonome ou avec d'autres partenaires (...). Le Mali regrette que le principe de consultation et de concertation qui doit être la règle entre partenaires privilégiés n'ait pas été observé en amont de la décision du gouvernement français²⁸.

Qui plus est, le chef de la diplomatie russe, Serguei Lavrov, s'était offert le plaisir de confirmer, en conférence de presse, que « les autorités maliennes se sont tournées vers une société militaire privée russe »²⁹. Qu'elle débouche ou non sur la signature d'un contrat, la polémique autour de l'éventuelle arrivée des paramilitaires de Wagner aura, quoi qu'il en soit, permis de mesurer l'état de dégradation des relations entre le Mali et la France.

D'avantage, les ambitions de la junte militaire de prolonger la transition, au-delà de février 2022, et de ne pas transférer le pouvoir aux civils constituent les véritables enjeux politiques et stratégiques des tensions diplomatiques entre Paris et Bamako et du raffermissement de la coopération entre Bamako et Moscou. En effet, la junte malienne essuie les critiques de la communauté internationale qui réclame l'organisation d'élections en février prochain pour redonner le pouvoir au civil, comme prévu lors de la charte de transition consentie par les militaires. Le scrutin doit être précédé d'une réforme électorale. Or le président de transition, le colonel Assimi Goïta, montre peu d'empressement à préparer ces échéances électorales. La junte malienne espère peut-être aussi que les partenaires russes seraient moins regardants sur les exigences démocratiques. A la suite de la Chine, la Russie apporte un important soutien aux régimes africains en indécatesse avec la communauté internationale pour le non-respect de la démocratie, de l'Etat de droit et des libertés individuelles. Moscou n'est en effet pas disposé à sacrifier ses intérêts stratégiques sur l'autel du respect de la démocratie.

Par ailleurs, tout en niant l'arrivée de Wagner au Mali, la Russie ne fait que renforcer son partenariat militaire avec les autorités maliennes, au point de leur fournir près de 80%³⁰ des équipements militaires. Les russes veulent en effet montrer qu'ils offrent plus et mieux que les français. A cet effet, le ministre russe des affaires étrangères, Serguei Lavrov, affirmait, le 11 novembre 2021, durant la visite de son

²⁸ Ibid.

²⁹ Ibid.

³⁰ « Le Mali et la Russie résolus à poursuivre leur coopération militaire », 11 novembre 2021, www.lefigaro.fr, consulté le 24 novembre 2021.

homologue malien Abdoulaye Diop : « Moscou continuera à livrer des équipements, des munitions, des armements (...) et à former des officiers maliens pour que Bamako puisse se défendre efficacement contre la menace terroriste »³¹.

La contre-offensive de la France à la pénétration de la Russie en République Centrafricaine et au Mali : de l'encerclement au contre-encerclement

Au-delà des prises de positions discursives de certains responsables politiques français relatives à la nécessité de pour la France de se départir des logiques et des réseaux France-Afrique, les insubmersibles intérêts économiques de France semblent avoir pris le dessus sur la volonté, supposée ou réelle, de rupture³². Consciente de l'importance stratégique que revêtent les partenaires africains pour sa survie économique, la France n'est pas disposée à tolérer les empiètements des autres puissances porteuses de projets de domination, susceptibles de contrebalancer son influence, mieux de contester les monopoles traditionnels des entreprises dans cette partie du continent hautement stratégique³³. De fait, face à ces nombreuses incursions géoéconomiques et géopolitiques de la Russie dans sa « sphère d'influence naturelle » africaine, la France va opposer une importante riposte, gage de la préservation de ses intérêts. Aussi, la contre-offensive de la France aux assauts de la Russie dans les pays d'Afrique subsaharienne, s'observe-t-elle, entre autres, par la mise à contribution de l'ensemble de son dispositif de puissance aussi bien en République Centrafricaine (A), qu'au Mali (B). Cette riposte stratégique de la France vise à contenir l'offensive russe et à châtier les partenaires africains qui, attirer vers le large ont ouvertement exprimé leurs velléités indépendantistes ou ont été surpris en « flagrant délit de collusion avec l'ennemi ».

93

A-La riposte de la France à l'offensive russe en République Centrafrique

Face à nouvelle idylle entre Moscou et Bangui, les représailles de la France ont été quasi-immédiates et ne sont pas embarrassées de circonvolutions diplomatiques. Ces représailles de la France contre le régime de Faustin Archange Touadera épousent aussi bien les contours militaires (1) et budgétaires (2). La France a en effet décidé de suspendre son aide militaire et financière aux nouvelles autorités centrafricaines, complices d'une campagne antifrançaise initiée par la Russie³⁴.

³¹ Ibid.

³² LEBOEUF (A) et QUENOT-SUAREZ (H), « La politique africaine de la France sous François Hollande : renouvellement et impensée stratégique », Les études IFRI, 2014, www.ifri.org, consulté le 21 octobre 2021. BOISBOUVIER (C), *Hollande l'Africain*, Paris, La Découverte, 2015, 300P.

³³ GREGOR (M), *Les guerres africaines de François Hollande*, Paris, L'Aube, 2014, 176P

³⁴ DEVEAUX (J), « Centrafrique : la France se fâche et coupe son aide militaire et financière à Bangui », 10 juin 2021, www.francetvinfo.fr, consulté le 25 novembre 2021.

1) La suspension de la coopération militaire

La France et la République Centrafricaine sont liées par un accord de défense signé le 15 août 1960, approuvé par la loi N°60-1225 du 22 novembre 1960 et publié par le décret N°60-1230 du 23 novembre 1960. Le 8 avril 2010, cet accord de défense a été complété par un accord de partenariat de défense, signé à Bangui³⁵. Ces accords de défense ont servi de boussole aux diverses interventions militaires de la France dans ce pays. En effet, depuis 1979, la France est intervenue militairement à de multiples reprises, sous des formats et pour des motifs très divers en République centrafricaine. Par l'entremise des opérations *Caban* et *Barracuda*, la France intervient militairement en République centrafricaine pour mettre fin au régime oppressif de Jean-Bedel Bokassa. Entre 1996 et 1997, les opérations *Almandin I, II et III* pour mettre fin aux mutineries au sein des FACA. En 2003, l'opération *Boali* contribue à porter au pouvoir François Bozizé. En mars 2013, la dégradation de la situation sécuritaire issue du coup d'Etat de la Séléka de Michel Djotodia, la France décide le lancement de l'opération *Sangaris* qui s'est achevée le 31 octobre 2016.

De *Barracuda* à *Sangaris*, les diverses interventions militaires ont permis à la France de préserver ses intérêts stratégiques dans un pays gangrené par une spirale de violence, ceci par le truchement d'une assistance militaire aux responsables politiques dont le pouvoir est assez souvent menacé par les mouvements rebelles. Le récent rapprochement du président Touadéra de la Russie suscite le courroux de Paris et une inflation des tensions diplomatiques entre Paris et Bangui. A cet effet, l'arrestation en juin 2021 du français Juan Remy Quignolot en possession d'armes de guerre à Bangui, accusé d'« espionnage, de complot et d'atteinte à la sûreté de l'Etat »³⁶, a fortement contribué à la dégradation des relations entre Paris et Bangui. C'est dans cet environnement que Paris a décidé de rompre sa coopération militaire avec Bangui. De fait, pour Florence Parly, ministre française des armées,

A plusieurs reprises, les autorités centrafricaines ont pris des engagements qu'elles n'ont pas tenus, tant sur le plan politique envers l'opposition que sur le comportement vis-à-vis de la France, qui est la cible d'une campagne de désinformation massive en RCA (...). Les Russes n'y sont pas pour rien, mais les Centrafricains sont, au mieux, complices de cette campagne »³⁷.

La poignée de coopérants français au ministère de la Défense centrafricain est déjà rentrée à Paris. La France continue en revanche de contribuer à hauteur d'une centaine

³⁵ Voir Décret N°2011-1109 du 16 septembre 2011 portant publication de l'accord de défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Centrafricaine instituant un partenariat de défense, signé à Bangui le 8 avril 2010, www.legifrance.gouv.fr, consulté le 28 novembre 2021.

³⁶ AFP, « La Centrafrique, théâtre d'une guerre d'influence entre Paris et Moscou », 17 juin 2021, www.vooafrique.com, consulté le 27 novembre 2021.

³⁷ DEVEAUX (J), «Centrafrique : la France se fâche et coupe son aide militaire et financière à Bangui», Op.cit.

de militaires à la mission européenne EUTM-RCA³⁸, qui en mobilise près de 200 pour former les FACA. Sont également maintenus la dizaine de militaires participant à la mission de maintien de la paix de l'ONU en Centrafrique (Minusca), qui y dispose de 12.000 Casques bleus.

2) Le gel de l'aide budgétaire

Il est important de préciser, de prime à bord, que plus de la moitié du budget de la République centrafricaine vient des ressources extérieures, que ce soit des appuis budgétaires ou des appuis sous forme de projets. Cette manne financière tarde à porter ses fruits. En 2013, au plus fort de la crise, les trois quarts de la population centrafricaine vivaient sous le seuil de pauvreté. Sept ans plus tard, ils sont toujours plus de 71%³⁹. La Centrafrique ne parvient pas à décoller de l'avant-dernière place du classement selon l'indice de développement humain (IDH). L'aide internationale est omniprésente dans l'économie centrafricaine, « elle est passée de 46,6% des revenus de l'Etat en 2018 à 52,6% en 2019 »⁴⁰. Pour Han Fraeters, représentant de la Banque mondiale dans le pays, « si l'aide internationale devait se tarir, le pays se trouverait en grande difficulté pour assurer la continuité de l'Etat »⁴¹. Le budget annuel moyen du pays, hors appui budgétaire, est d'environ 156 millions d'euros.

Forte de sa relation ancienne et dense avec la République centrafricaine, la France a, pendant des décennies, accompagné la population centrafricaine (l'une des plus pauvres du monde) dans le cadre d'un développement durable du pays. Au sein de l'Union européenne, la France a été à l'origine, en juillet 2014, avec l'Allemagne, les Pays-Bas et la Commission européenne, de la création du premier fonds européen multi-bailleurs pour l'urgence et le développement, le fonds « Bêkou », qui a permis l'adoption et la mise en œuvre de projets dans les secteurs de la santé, de la sécurité alimentaire, des infrastructures urbaines et de la relance économique. Il est alimenté à hauteur de plus de 250 millions d'euros. La France menait aussi ses propres projets de développement via l'AFD, à hauteur de 30 millions d'euros. L'agence fournissait également à l'Etat centrafricain une aide budgétaire (environ 10 millions d'euros en 2020).

Seulement, la nouvelle idylle entre Moscou et Bangui a conduit la France, entre autres mesures de représailles, à geler son aide financière à la République centrafricaine. Le gel de l'aide financière française risque de s'avérer fâcheuse, ceci dans la mesure où elle nécessairement grever le budget de la Centrafrique. En effet, l'aide budgétaire française, de l'ordre de 10 millions d'euros, est « suspendue jusqu'à nouvel ordre », a indiqué le ministère français des Affaires étrangères qui précise que

³⁸ AFP, « Centrafrique : la France gèle son aide budgétaire et suspend sa coopération militaire », 8 juin 2021, www.information.tv5monde.com, consulté le 27 novembre 2021.

³⁹ GUILHOT (G), « La Centrafrique, un Etat sous perfusion de l'aide internationale », 16 décembre 2020, www.lemonde.fr, consulté le 28 novembre 2021.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Ibid.

les projets bénéficiant directement à la population centrafricaine ainsi que son aide humanitaire, soit environ six millions d'euros, sont maintenus, soit 6 millions d'euros. Or, du fait de la rébellion qui contrôle les deux-tiers du pays, les recettes fiscales ont déjà chuté d'environ 20%⁴² au cours du premier trimestre 2021.

B- La riposte de la France à l'offensive russe au Mali

L'existence de pourparlers avec la société de sécurité privée russe Wagner, confirmée par le premier ministre Choguel Maiga et le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov à l'ONU le 25 septembre 2021, passe difficilement côté français⁴³. Les discussions entre le Mali et les mercenaires russes du groupe Wagner représentent une menace inhabituelle pour la préservation des intérêts stratégiques de la France dans ce pays. Aussi, la France met-elle à contribution de nombreux instruments de son dispositif de puissance susceptibles de l'aider à contenir l'offensive russe et à « punir » les responsables de la junte militaires malienne attirées vers le large. Pour ce faire, entre autre mesures de rétorsions, elle menace de suspendre sa coopération militaire (1) et dénonce de manière véhémence les manœuvres antidémocratiques de la junte militaire visant conserver le pouvoir politique (2).

1) Menace de suspension de la coopération militaire

Après l'indépendance en 1960, le gouvernement malien a envoyé 1500 hommes pour « mater » la première révolte touareg en 1963. La répression fut sanglante et, malgré un calme précaire après 1964, elle a en fait posé les bases des autres rébellions à venir au cours des années 1990, 2000 et 2010, avec les souvenirs toujours vivaces des exactions commises par l'armée et ses supplétifs miliciens contre les civils. La brutalité de la répression de l'armée malienne a ensuite nourri les conflits, permettant aux djihadistes de gagner le soutien d'une partie de la population en se greffant sur des vieux griefs à l'encontre du pouvoir central à Bamako⁴⁴. Depuis lors, l'irrédentisme touareg se perpétue à l'encontre du gouvernement de Bamako qui entretient en retour une défiance farouche vis-à-vis de ceux qu'il qualifie de terroristes et dont il a durement réprimé les multiples révoltes depuis 1960⁴⁵. C'est dans cette perspective que l'opération *Serval* est lancée en janvier 2013 par l'armée française. C'est officiellement sa plus grosse opération militaire à l'étranger depuis la guerre d'Algérie. Pourtant, un mois auparavant, le président François Hollande avait annoncé que la France n'enverrait pas de soldats au Mali. À l'époque, l'objectif était seulement

96

⁴² DEVEAUX (J), «Centrafrique : la France se fâche et coupe son aide militaire et financière à Bangui», Op.cit.

⁴³ PIERSON (E), « Sahel : pourquoi la Russie s'intéresse-t-elle au dossier malien ? », 29 septembre 2021, www.lefigaro.fr, consulté le 29 novembre 2021.

⁴⁴ D'EVRY (A), « L'opération Serval à l'épreuve du doute, vrais succès et fausses leçons », **Focus Stratégique**, N°59, juillet 2015.

⁴⁵ Ibid.

d'appuyer une éventuelle opération de paix des Nations unies pour rétablir l'ordre à Bamako, où des mutins avaient pris le pouvoir, avant d'essayer de repartir à la conquête des territoires du Nord tombés dans l'escarcelle de groupes djihadistes⁴⁶. Certaines plumes averties prédisent l'ensablement d'une intervention militaire qui consiste à se substituer à un État et une armée défailants⁴⁷. Cette intervention offensive et sur la durée diffère en effet complètement de celles qui l'ont précédé depuis cinquante ans au sud du Sahara⁴⁸. Dans la foulée, l'opération *Barkhane* prendra le relais de l'opération *Serval* en 2014. Cette opération vise à stopper la déferlante djihadiste qui s'est répandue dans le nord du pays, notamment à Tombouctou, Konna, Gao et Kidal. Il était urgent d'empêcher les terroristes de renouveler les exploits des talibans entrant à Kaboul le 27 septembre 1996 et en août 2021. La prise de Bamako aurait entraîné la chute d'autres capitales telles que Niamey, Ouagadougou, Nouakchott, etc... À terme, c'est tout le « Sahelistan » – pour reprendre une formule à la mode – qui pourrait tomber dans l'escarcelle des « fous de Dieu »⁴⁹.

Après avoir suspendu⁵⁰ sa coopération bilatérale le 3 Juin 2021, en réaction au deuxième coup d'Etat au Mali en à peine neuf mois, la France a annoncé reprendre ses opérations conjointes avec les forces armées maliennes. Le président français, Emmanuel Macron, a annoncé un prochain désengagement progressif de la France au Sahel, ceci au profit d'un dispositif resserré, focalisé sur la lutte antiterroriste et l'accompagnement au combat des armées locales. Cependant, pour la ministre française des armées,

cette transformation ne signifie pas départ du Sahel (...), ni que nous allons ralentir nos opérations de contre-terrorisme (...). Il est essentiel de ne pas permettre que le Sahel devienne une zone refuge et d'expansion pour ces groupes terroristes affiliés à Daech et Al-Qaïda⁵¹.

Paris mise sur le groupement de forces spéciales européennes *Takuba*⁵² pour prendre le relais de la force *Barkhane* (*ex-Seval*).

Au-delà de ses prises de positions discursives des responsables politiques français relatives à la nécessité de poursuivre une lutte conjointe contre les groupes

⁴⁶ PEROUSE DE MONTCLOS (M-A), *Une guerre perdue. La France au Sahel*, Paris, J-C Lattès, 2020, 311P.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ GAULME (F), « Intervenir au Mali : le retour du politique », *Etudes*, 2013/5 (Tome 418), P.P.583-594.

⁴⁹ PEROUSE DE MONTCLOS (M-A), *Une guerre perdue. La France au Sahel*, Op.cit.

⁵⁰ AFP, « La France reprend sa coopération avec l'armée malienne », 03 juillet 2021, www.lemonde.fr, consulté le 29 novembre 2021.

⁵¹ AFP, « La France reprend sa coopération avec l'armée malienne », Op.cit.

⁵² Pour résoudre cette contradiction-réduire la voilure sans renoncer à la lutte antiterroriste-, Paris compte sur la montée en puissance des forces spéciales européennes Tabuka. Cette initiative de la France rassemble aujourd'hui au Mali un contingent de 600 hommes: les Français comptent pour une moitié, l'autre moitié rassemble des Estoniens, des Tchèques, des Suédois, des Italiens, des Portugais et des Néerlandais. Voir, D'ALANÇON (F), « Sahel: la France reprend sa coopération militaire avec le Mali », 04 juillet 2021, www.la-croix.com, consulté le 29 novembre 2021.

islamistes qui essaient dans le nord du pays, les pourparlers entre les responsables de la junte militaire malienne et les mercenaires russes de la firme Wagner ont amené Paris à brandir une nouvelle fois le spectre de la suspension de la coopération sécuritaire avec le Mali. De fait, la ministre française des armées Florence Parly a prévenu les autorités maliennes en ces termes : « nous ne pourrions pas cohabiter avec des mercenaires »⁵³. Elle a ensuite accusé le Premier ministre malien d'« hypocrisie, de mauvaise foi et d'indécence (...) de s'essuyer les pieds avec le sang des soldats français »⁵⁴. Un recours à Wagner pour former les forces armées maliennes et assurer la protection des dirigeants serait « incompatible » avec le maintien au Mali des troupes françaises, qui combattent depuis huit ans les jihadistes au Sahel, avait déjà prévenu le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian⁵⁵. « Wagner, c'est une milice (...). (Ils) se sont illustrés dans le passé en Syrie, en Centrafrique, avec des exactions, des prédations, des violations de tous genres qui ne correspondent pas à une solution quelconque »⁵⁶, a déclaré le chef de la diplomatie française, laissant planer la menace d'un retrait total du soutien militaire français au Mali.

2) Dénonciation des manœuvres antidémocratiques de la junte militaire malienne

Depuis son accession à l'indépendance, le 22 septembre 1960, l'histoire politique du Mali est jonchée de violences politiques endémiques que la période de sportisation⁵⁷ du début des années 1990 et 2000 a eu du mal à conjurer. Initiées le 19 novembre 1968 par le renversement de Modibo Keita par Moussa Traoré, les violences politiques s'instituent et rythment la vie politique malienne. Cependant, le 26 mars 1991, après trois mois de contestation populaire et de manifestations de rue, Amadou Toumani Touré, alors commandant du bataillon parachutiste, renversait le général Moussa Traoré et prenait le pouvoir à la tête d'une fraction de l'armée. Devenu président du Comité transitoire de salut public (CTSP), le nouveau chef d'État organisait en 1992, après une transition jugée exemplaire, les premières élections présidentielles de l'histoire du Mali⁵⁸. Le 12 mai 2002, Amadou Toumani Touré (ATT), général à la retraite, était élu président de la République du Mali au second tour des élections présidentielles, devenant le deuxième chef de l'État élu du pays, après les deux mandats d'Alpha Oumar Konaré qui, respectant la Constitution lui

⁵³ MOSES RONO, « Crise au Mali : l'intervention des mercenaires russes pour remplacer les troupes françaises divise », 4 octobre 2021, www.bbc.com, consulté le 29 novembre 2021.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ AFP, « Mercenaires russes au Mali : la France souhaite clarifier la position de la junte », 20 septembre 2021, www.diplomatie.gouv.fr, consulté le 29 novembre 2021.

⁵⁶ RICH (D), « Au Mali, une nouvelle guerre d'influence entre la France et la Russie », 17 septembre 2021, www.france24.com, consulté le 29 novembre 2021.

⁵⁷ ELIAS (N) et DUNNING (E), **Sport et civilisation : la violence maîtrisée**, Paris, Fayard, 1994, 396P.

⁵⁸ Boilly (P), « Présidentielles maliennes : l'enracinement démocratique ? », **Politique africaine**, N°86, 2002/2, P.P.171-182.

interdisant de solliciter un troisième mandat, ne se représentait pas⁵⁹. Soumaïla Cissé, adversaire malheureux d'ATT et candidat du parti au pouvoir, l'Alliance pour la démocratie au Mali (Adema), s'inclinait et félicitait publiquement le nouveau président⁶⁰. Amadou Toumani Touré sera renversé en 2012, à quelques semaines de la fin de son second mandat, par des putschistes qui, pour justifier leur acte, ont fait référence à la situation de l'armée dans le nord du pays.

Elu en 2013, après l'intervention internationale contre les djihadistes, Ibrahim Boubacar Keita (IBK) a contribué à restaurer l'ordre démocratique dans un contexte sécuritaire délétère. Il sera réélu en 2018. Mais, le 18 août 2020, il sera évincé par un coup d'Etat qui contribué a replongé le Mali dans une zone de turbulence politique sur fond d'insurrections rurales et de violences persistantes⁶¹. Pour justifier le renversement d'IBK en août 2020, les colonels du CNSP (Conseil National pour le Salut du Peuple) l'ont accusé, ainsi que ses proches, d'être les principaux responsables de l'état de délabrement⁶² du pays. Dans un premier temps, ils ont appelé la société civile et les mouvements sociopolitiques à les rejoindre pour constituer une « transition politique civile » et jeter les bases de la reconstruction du pays. Mais en réalité, les militaires du CNSP se sont surtout attelés à écarter la génération de responsables politiques qui accaparaient jusqu'alors le pouvoir afin de consolider leur propre mainmise sur l'Etat. Ils ont négocié leur présence à des postes clés de la transition avec les partenaires internationaux tout en affaiblissant leurs rivaux potentiels, en particulier la coalition civile du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), fer de lance des manifestations anti-IBK entre juin et août 2020. Dans ce contexte, les premiers mois de la transition ont accouché d'un gouvernement fragile et divisé, privé de base politique solide et incapable, malgré son volontarisme, de s'atteler aux réformes promises⁶³.

Face à ces manœuvres antidémocratiques du CNSP, la France procède à des dénonciations opportunistes qui constituent à l'analyse des représailles, du fait du rapprochement de la junte militaire malienne d'avec la Russie. En effet, les autorités françaises dénoncent opportunément le peu d'empressement des colonels à organiser des élections pour rendre le pouvoir aux civils en février 2022. Pour Moses Rono,

les autorités françaises accusent le colonel Assimi Goïta, de n pas être disposé à honorer sa promesse d'organiser un référendum sur une nouvelle constitution le 31 octobre et des élections générales le 21 février 2022. (...) le Premier ministre Maïga a déclaré que les élections pourraient être reportées⁶⁴.

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ «Transition au Mali: préserver l'aspiration au changement», 21 septembre 2021, www.crisisgroup.org, consulté le 30 septembre 2021.

⁶² Ibid.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ MOSES RONO, «Crise au Mali: l'intervention des mercenaires russes pour remplacer les troupes françaises divise », Op.cit.

De fait, le président français Emmanuel Macron a condamné le gouvernement militaire du Mali, qui, selon lui, n'a aucune « légitimité démocratique » après deux coups d'Etat en moins d'un an. A sa suite, la ministre française des armées, Florence Parly, n'a pas hésité à soutenir que

l'unique objectif de ce rapprochement était, pour la junte militaire au pouvoir, de ne pas tenir les engagements pris vis-à-vis de la communauté internationale sur la tenue d'élections début 2022⁶⁵.

Ces dénonciations des manœuvres antidémocratiques de la junte militaire malienne sont d'autant plus fondées qu'ils rappellent les précédents errements démocratiques des colonels maliens. En effet, à la suite du coup d'Etat d'août 2020, les putschistes s'étaient engagés, sous la pression internationale, à une période de transition limitée à dix-huit mois et conduite par des civils⁶⁶. Mais, le 24 mai 2021, le colonel Assimi Goita, resté véritable homme fort de la transition, avait foulé aux pieds cet engagement, en faisant arrêter le nouveau président, Bah N'Daw, et le premier ministre, Moctar Ouane⁶⁷.

Conclusion

Le retour de la Russie en Afrique subsaharienne au début des années 2000 a suscité une importante reconfiguration du jeu de puissance dans cette partie du continent hautement stratégique, considérée, à tort ou à raison, comme étant une « sphère d'influence naturelle » de la France. La nouvelle politique africaine de la Russie représente, incontestablement, une menace pour les intérêts de la France en Afrique. Le « désir de puissance » qui l'inspire, et la détermination de la Russie à contester les certitudes géopolitiques dans la région, apparaissent comme autant de menaces au projet de puissance français⁶⁸. L'offensive de la Russie en Afrique Centrale se fait nécessairement au détriment de la stabilité des positions françaises. La pleine conscience du « péril russe »⁶⁹ explique la réponse énergique de la France aux brèches créées dans son infrastructure géopolitique. Consciente qu'il s'agit d'un volet important des rapports de la Russie avec ses partenaires de la région, la France s'assure de disposer d'une marge de manœuvre suffisante dans la gestion des questions sécuritaires. Son engagement dans la lutte contre les groupes rebelles et terroristes, lui donne alors une influence certaine sur les politiques de défense des pays de la région ; mais aussi de s'assurer une part de marché dans le commerce des armes. Elle peut ainsi

100

⁶⁵ PIERSON (E), « Sahel : pourquoi la Russie s'intéresse-t-elle au dossier malien ? », Op.cit.

⁶⁶ AFP, « La France reprend sa coopération avec l'armée malienne », Op.cit.

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ NOAH NOAH (F), « La Russie dans le « Grand jeu » en Afrique Centrale : entre continuités et ruptures stratégiques », Op.cit. P.57.

⁶⁹ Ibid.

freiner l'avancée de Moscou, décidé à reconquérir sa place d'acteur majeur de ce segment sur le continent⁷⁰.

La France trouve dans la faible autonomie de ses partenaires l'opportunité de renforcer sa présence dans la région et, par le fait même, d'affirmer sa stratégie de maîtrise de l'espace mise à mal par les assauts géopolitiques et géoéconomiques de la Russie. Dans une telle configuration, la riposte stratégique de la France aux incursions de la Russie en République Centrafricaine et au Mali constitue un important indicateur de sa détermination à garder la « mainmise » sur ces anciennes colonies, en dépit de la concurrence ambiante. Bien plus, les représailles de Paris vis-à-vis du régime de Faustin-Archange Touadéra et du CNSP malien à la tête duquel est juché le colonel Assimi Goïta visent à « punir » ces responsables politiques attirés par le large. Elles visent également à dissuader les autres responsables politiques africains qui, pour des raisons diverses, essaieraient de s'affranchir de la tutelle politique et stratégique de la France⁷¹.

Bibliographie

AFP, « Centrafrique : la France gèle son aide budgétaire et suspend sa coopération militaire », 8 juin 2021, www.information.tv5monde.com, consulté le 27 novembre 2021.

AFP, « La Centrafrique, théâtre d'une guerre d'influence entre Paris et Moscou », 17 juin 2021, www.vooafrique.com, consulté le 27 novembre 2021.

AFP, « La France reprend sa coopération avec l'armée malienne », 03 juillet 2021, www.lemonde.fr, consulté le 29 novembre 2021.

AFP, « Mercenaires russes au Mali : la France souhaite clarifier la position de la junte », 20 septembre 2021, www.diplomatie.gouv.fr, consulté le 29 novembre 2021.

BOILLY (P), « Présidentielles maliennes : l'enracinement démocratique ? », **Politique africaine**, N°86, 2002/2, P.P.171-182.

BOISBOUVIER (C), **Hollande l'Africain**, Paris, La Découverte, 2015, 300P.

BORREL (T), AMZAT BOUKARI YABARA, COLLOMBA (B) et DENTOMBE (T) (Dir.), **L'empire qui ne veut pas mourir, une histoire de la francafrique**.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ BORREL (T), AMZAT BOUKARI YABARA, COLLOMBA (B) et DENTOMBE (T) (Dir.), **L'empire qui ne veut pas mourir, une histoire de la francafrique. Guerres, pillages, racisme, coups d'Etat, corruption, assassinats**, Paris, Seuil, 2021, 1008P.

Guerres, pillages, racisme, coups d'Etat, corruption, assassinats, Paris, Seuil, 2021, 1008P.

CHAUVIN (E), LALLAU (B) et MAGRIN (G), « Le contrôle des ressources dans une guerre civile régionalisée (Centrafrique). Une dynamique de décentralisation par les armes », **Les Cahiers d'Outre-Mer**, 2015/4 (n° 272), pages 467 à 479.

D'ALANÇON (F), « Sahel : la France reprend sa coopération militaire avec le Mali », 04 juillet 2021, www.la-croix.com, consulté le 29 novembre 2021.

D'EVERY (A), « L'opération Serval à l'épreuve du doute, vrais succès et fausses leçons », **Focus Stratégique**, N°59, juillet 2015.

DEVEAUX (J), « Centrafrique : la France se fâche et coupe son aide militaire et financière à Bangui », 10 juin 2021, www.francetvinfo.fr, consulté le 25 novembre 2021.

DIETRICH (T), « En Centrafrique, un parfum de guerre froide », 14 Juillet 2018, www.lopinion.fr, consulté le 04 Juillet 2020.

ELIAS (N) et DUNNING (E), **Sport et civilisation: la violence maîtrisée**, Paris, Fayard, 1994, 396P.

FOGUE TEDOM (A), « Le mythe de la marginalisation stratégique de l'Afrique : analyse de la dynamique américaine et chinoise autour du pétrole africain », in KAMTO (M) (Dir.), **L'Afrique dans un monde en mutation: dynamiques internes; marginalisation internationale ?**, Paris, Afrédit, 2010, PP.255-291.

FORSON (V), « Mali : « La facture de l'opération avec Wagner sera forcément très élevée », 15 novembre 2021, www.lepoint.fr, consulté le 24 novembre 2021.

FRANÇOIS CHRISTOPHE, « La crise centrafricaine, révélateur des nouvelles ambitions de la Russie », 31 Aout 2018, www.boulevard-exterieur.com, consulté le 04 Juillet 2019.

GAULME (F), « Intervenir au Mali : le retour du politique », *Etudes*, 2013/5 (Tome 418), P.P.583-594.

GREGOR (M), **Les guerres africaines de François Hollande**, Paris, L'Aube, 2014, 176P

GUILHOT (G), « La Centrafrique, un Etat sous perfusion de l'aide internationale », 16 décembre 2020, www.lemonde.fr, consulté le 28 novembre 2021.

JOUE (A), « Russie: quelle stratégie en Afrique subsaharienne ? », 21 novembre 2020, www.rfi.fr, consulté le 23 novembre 2021.

KINGSLEY IGHOBOR, « Ressources minières : la fin d'une malédiction ? », avril 2014, www.un.org, consulté le 22 octobre 2020.

LARCHER (L), « Centrafrique, main basse de Moscou », 04 Octobre 2018, www.la-croix.com, consulté le 04 Juillet 2020.

LEBOEUF (A) et QUENOT-SUAREZ (H), « La politique africaine de la France sous François Hollande : renouvellement et impensée stratégique », **Les études IFRI**, 2014, www.ifri.org, consulté le 21 octobre 2021.

LOSH (J) et MATHEWS (O), « Battle for Africa : Russia pushes into « Free Country for the Taking » in attempt to Rival the West », *Newsweek*, 09 août 2018, www.newsweek.com, consulté le 22 novembre 2021.

MOSES RONO, « Crise au Mali : l'intervention des mercenaires russes pour remplacer les troupes françaises divise », 4 octobre 2021, www.bbc.com, consulté le 29 novembre 2021.

MUNIER (F), « Géopolitique du pétrole : l'Afrique terrain de bataille », 11 septembre 2016, www.diploweb.com, consulté le 20 octobre 2020.

NOAH NOAH (F), « La Russie dans le « Grand jeu » en Afrique Centrale : entre continuités et ruptures stratégiques », *Revue Dialectique des Intelligences*, N°6, Premier Semestre 2019, P.28.

OUMAROU WALI, « La fin de la guerre froide et la reconfiguration du jeu de puissance en Afrique », Université de Maroua, thèse de doctorat Phd en Science Politique, 2021, P.P. 82-84, en voie de soutenance.

PAILLARD (C.A), **Les nouvelles guerres économiques**, 2011, Paris, Ophrys, 633P.

PEAN (P), **Carnages : les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique**, Paris, L'Harmattan, 2011, 562P.

PEROUSE DE MONTCLOS (M-A), **Une guerre perdue. La France au Sahel**, Paris, J-C Lattès, 2020, 311P.

PETITE (S), « Wagner, un épouvantail russe au Sahel », 21 septembre 2021, www.letemps.ch, consulté le 24 novembre 2021.

PIERSON (E), « Sahel : pourquoi la Russie s'intéresse-t-elle au dossier malien ? », 29 septembre 2021, www.lefigaro.fr, consulté le 29 novembre 2021.

RICH (D), « Au Mali, une nouvelle guerre d'influence entre la France et la Russie », 17 septembre 2021, www.france24.com, consulté le 29 novembre 2021.

ROSS (A), « Factbox : Russian Military Cooperation Deals with African Countries », Reuters, 17 octobre 2018, www.reuters.com, consulté le 22 novembre 2021.

SERGEY SUKHANKIN, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences », *Russie.Nei.visions*, N°120, Ifri, septembre 2020.

SERGEY SUKHANKIN, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences », *Russie.Nei.visions*, N°120, Ifri, septembre 2020.

SIGNE (L) et TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), « La dynamique chinoise au Soudan et au Soudan du Sud : entre certitudes et incertitudes », *Cosmopolis*, 2015/3-4, PP. 168-181.

TCHETCHOUA TCHOKONTE (S) et NOAH NOAH (F), **Géostratégie de la démocratie et gouvernance des industries extractives en Afrique subsaharienne**, Paris, L'Harmattan, 2021, 252P.

TCHETCHOUA TCHOKONTE (S), « Le retour de la Russie et la reconfiguration du jeu de puissance en Afrique centrale », *Revue Dialectique des Intelligences*, N°6, Premier Semestre 2019.

TURSE (N), « US generals worry about raising Russia and Chinese influence in Africa, documents show », the intercept, 13 août 2019, www.theintercept.com, consulté le 22 novembre 2021.

VIATCHESLAV TETEKINE, « Une chasse en RCA : l'Afrique attend la Russie et ses bases militaires », 16 janvier 2019, www.vpk-news.ru, consulté le 22 novembre 2021.

VIRCOULON (T), « A la recherche de la paix en Centrafrique. Médiations communautaires, religieuses et politiques », **Notes de l’Ifri**, Ifri, juin 2017.

O(s) autor(es) se responsabiliza(m) pelo conteúdo e opiniões expressos no presente artigo, além disso declara(m) que a pesquisa é original.

Recebido em 21/09/2021

Aprovado em 19/11/2021

